

Les Indésirables

I. Lecce
(2001-2010)

Traduit de l'italien

MUTINES SÉDITIONS



Mutines Séditions
c/o Bibliothèque Libertad
19, rue Burnouf
75 019 Paris
<http://mutineseditions.free.fr>
mutineseditions@riseup.net



NO COPYRIGHT
Aucun droit, aucun devoir

mai 2011

Coordinación Editorial: Promotion de la culture
Impreso en: Publidisa
Depósito legal:

Une petite qualité supplémentaire...

Début juillet 2007. Nous sommes dans le sud de l'Italie. Et plus précisément dans le Salento, une région des Pouilles dont la réputation tient plus à ses festivals de Tarentelle pour touristes qu'à ses laboratoires de recherche militaire ou à ses prisons spéciales. Dans ce bar aux larges baies vitrées qui donnent sur la mer, on ne se trouve qu'à quelques encablures de la station balnéaire de San Foca. Là, dans une ancienne colonie de vacances située entre la plage et la route qui longe la côte, l'Eglise a directement géré pour le compte de l'Etat, pendant sept ans, un centre de rétention pour sans-papiers en attente d'expulsion. Dans ce lieu ordinaire qu'on placerait difficilement sur une carte quelque part au milieu du talon de la botte italienne, des milliers d'immigrés ont été contrôlés, surveillés, enfermés, fouillés, tabassés et torturés. Des centaines y ont fait des grèves de la faim, ont détruit le mobilier, s'en sont évadés ou s'y sont affrontés avec les carabinieri et le directeur du centre lui-même, un prêtre. Son nom ? Don Cesare Lodeserto. Ce lieu de réclusion si ordinaire dépendait de la Fondation *Regina Pacis*, liée à la curie de Lecce. Son chef ? Monseigneur Cosmo Francesco Ruppi, archevêque de son état.

Nous sommes quelques-uns à avoir rejoint la poignée de compagnons anarchistes du Salento en ce début d'été écrasant. Des centaines d'affiches ont été collées sur les murs à la pierre si blanche, un rassemblement s'est tenu près de la cathédrale de Lecce où officie toujours le bon archevêque. Il paraît même que

des inconnus ont rendu une visite sauvage aux journalafics du quotidien local, qui se distingue depuis des années par son zèle de porte-parole de la préfecture et des institutions. Pour comprendre le sens de cette agitation et les raisons de notre présence dans ce bar à moitié vide, il nous faut à présent retourner un peu en arrière.

En mars 2005, après des années d'une lutte ponctuée de manifestations, de contestation d'événements publics (sommets de ministres, tour cycliste d'Italie et messe pascalle inclus), d'agitation régulière dans les rues (tracts, affiches, tags, tables de diffusion avec sono et mégaphone), de débats et d'ouvertures de squat, de perturbations et d'attaques anonymes contre la machine à expulser, le centre de rétention de San Foca a finalement clos ses portes. Deux mois plus tard, l'Etat a présenté la facture à ses ennemis les plus acharnés, à partir d'une enquête officiellement ouverte... en 2003 : cinq compagnons seront immédiatement incarcérés (certains effectueront près de deux ans, d'abord en prison puis en résidence surveillée), tandis qu'une quinzaine d'entre eux sera mise en examen.

Sur le moment, mille explications ont été avancées, depuis la volonté de réhabiliter publiquement Lodeserto, alors en butte à plusieurs procès retentissants (pour détournement de fonds mais aussi pour séquestration de personnes), jusqu'à celle d'établir une jurisprudence nationale contre les anarchistes, en réussissant enfin à les faire condamner pour «*association subversive à finalité de renverser l'ordre démocratique*», selon un vieil article du code pénal hérité du fascisme (l'article 270bis). Toujours est-il qu'en luttant ouvertement contre un centre de rétention, en affirmant publiquement leur inimitié contre les frontières, en affrontant avec détermination et constance les puissants du coin (de l'archevêque Ruppi au sénateur neo-fasciste Mantovano, sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'Intérieur), et surtout en défendant la

nécessité d'une lutte directe et sans médiation, ils avaient touché à plus d'un intérêt du pouvoir.

Certains en profiteront pour conclure qu'il vaut mieux fermer sa gueule ou se contenter de débiter les opinions télévisées, d'autres leur rétorqueront que le camp de San Foca n'existe plus... et que les compagnons sont toujours présents, qu'ils continuent de développer leur critique du vieux monde. Quant à nous, si nous avons choisi de publier ce recueil de tracts, d'affiches, de lettres de prison, de déclarations devant le tribunal et d'analyses qu'ils ont produites pendant dix ans, c'est d'abord pour transmettre une expérience *ici*, dans un contexte où cette lutte est loin de nous être étrangère. Malgré quelques répétitions d'un texte à l'autre (écrits et distribués dans la rue sur un temps long, pas pour être enfermés dans un livre et digérés en deux heures), ils contiennent tous quelque chose d'unique, l'adéquation à un moment précis —l'énième naufrage de réfugiés en mer, la perturbation d'une messe, le commentaire d'une attaque qui fait jaser en ville, une révolte dans le centre de rétention—, et plus que tout, le fil d'un même raisonnement sans concession contre l'existant.

Dans le bar où nous buvions café sur café avec eux dans une fausse tranquillité, le coup de téléphone est finalement tombé vers 23h30, ce jeudi 12 juillet 2007. «*Associazione di malfattori*». Cinq ans, trois ans, trois ans, un an et dix mois, un an, quatre mois, des amendes. Tous les autres sont acquittés. Salvatore, Cristian, Saverio, Marina, Sandro, Massimo, Laura, personne n'irait ou ne retournerait en prison : la peine prononcée est couverte par la préventive ou l'*indulto* (cette remise généralisée votée plusieurs mois avant pour certains délits). Et surtout, l'«*associazione subversiva*» est retoquée par la Cour d'assise¹, tandis que les auteurs des nombreuses attaques incendiaires demeurent inconnus.

De la métropole parisienne où nous écrivons à présent, dans cette ville-lumière où le plus grand incinérateur d'Europe crache ses fumées jour et nuit, où les uniformes envahissent chaque jour davantage les rues sous l'oeil obtus des caméras de vidéosurveillance, où les rafles de sans-papiers et de vendeurs à la sauvette disputent l'espace urbain aux boutiques pour bobos et touristes, la lutte contre la machine à expulser et son monde dure également depuis belle lurette. Comme en Italie, où les centres ont été créés par la gauche en 1998, c'est cette même branche du pouvoir qui les a légalisés en octobre 1981 (ils étaient d'abord sans statut avant de dépendre d'un simple décret), puis les a confirmés en 1989. Et si les premiers textes italiens comme *Les Indésirables* ou *Aux errants* datent du tout début des années 2000² —inspirant par la suite de nombreux compagnons de la péninsule comme ceux de Lecce—, c'est qu'ils avaient eux-même tiré quelques hypothèses de la reprise des luttes ici : que ce soit celle des sans-papiers en 1996 pour obtenir une régularisation générale, ou de celle contre la construction massive de places qui a accompagné l'allongement de la durée de rétention en 2003.

En réalité, malgré le temps et la distance, cette lutte menée du côté de la mer Adriatique nous parle encore directement. Au-delà de tout particularisme, ce qu'on peut en retirer n'est en effet pas tant un résultat —la fermeture victorieuse et dérisoire d'un camp dans un monde rempli d'horreurs—, qu'un parcours sans concession. Dans un article écrit après sa sortie de prison, un compagnon de Lecce tentait de le résumer en deux mots : «*si le chemin d'une opposition et d'une lutte contre les centres de rétention qu'on a tenté de suivre dans le Salento peut communiquer quelque chose, c'est que la recherche et l'identification de l'ennemi paie. Une recherche d'informations constante, têtue et minutieuse, vue comme un premier pas pour se libérer de la peur et pour passer à l'action*» (*La recherche de l'ennemi*, février 2007). Un parcours qui mérite à

présent quelques explications supplémentaires, tant la confusion qui règne de ce côté-ci des Alpes nous laisse souvent pantois.

On a souvent entendu que ce qui définissait le caractère subversif d'une lutte en terme de possibles, ce n'était pas uniquement son *comment*, le degré de radicalité des moyens déployés, mais également son *pourquoi*, ses perspectives. Par exemple, qu'y a-t-il d'insupportable dans l'existence des centres de rétention ? Est-ce le fait qu'on puisse enfermer des individus tout court, puis les déporter parce qu'il leur manque un bout de papier (dûment tamponné) avec tout ce que cela signifie ? Ou bien le fait qu'ils puissent être mineurs, malades, venir de telle ou telle contrée ? Que signifie «garantir l'accès au droit» dans les prisons pour sans-papiers (travail des humanitaires qui y interviennent), lorsque ce même droit bâtit, défend et justifie non seulement quotidiennement ces murs barbelés, mais renforce et recrée aussi du haut de sa bureaucratie la catégorie d'«étranger» ? Bref, toute lutte contre les centres de rétention qui exonère l'Etat et le capitalisme de ses critiques, ne fait que souder davantage encore les chaînes de la loi et des frontières, de l'exploitation et de la misère. Comme le disait déjà un vieux texte italien, *«il est certes important de fermer les centres de rétention, mais le demander aux Etats veut simplement dire les pousser à trouver des formes de contrôle et de répression plus efficaces et moins visibles»*.

Une fois clarifié ce fameux *pourquoi*, le développement d'une lutte spécifique contre la machine à expulser offre non seulement la possibilité d'avoir concrètement prise sur un des aspects de la domination, mais peut également contribuer à approfondir la critique de l'existant : lutter contre l'enfermement des sans-papiers pour abattre toute prison, contre les déportations pour briser toute frontière, contre les raffles pour chasser toute police de nos vies, contre l'exploitation de cette main d'oeuvre à bas coût pour détruire tout ce qui nous rend esclaves, contre la séparation

entre catégories afin de créer la complicité dans la révolte, plutôt que la solidarité dans l'oppression.

À l'aune des expériences passées, —inutile de se le cacher—, de telles perspectives, aussi généreuses qu'elles aient pu être, n'ont pourtant pas toujours été suffisantes. Elles se sont montrées souvent bien incapables d'impulser à elles seules un *comment* subversif, quelque chose qu'on pourrait traduire par un parcours de lutte autonome. Dans ce vieux pays où les ravages de la politique sont consommés depuis longtemps, il existe en effet encore pas mal d'acrobates de la rhétorique et de partisans de la schizophrénie militante pour *dialoguer* avec la gauche et l'extrême-gauche du pouvoir, voire même partager un bout de chemin avec elle. Inutile d'en dresser la trop longue liste, depuis les réunions communes au nom d'un ennemi ou d'un intérêt supérieur (comme la venue de fascistes dans une ville), jusqu'à sa fréquentation tactique le temps d'un soutien urgent à quelque victime de la répression. Le 21 mai 2005, lors de la grande manifestation qui a rapidement suivi l'arrestation des compagnons de Lecce, il s'est certes trouvé là-aussi quelques chacals et vautours de la politique (parfois élus) pour tenter d'y participer... mais ce fut juste avant que plusieurs anarchistes ne les en chassent. Et lorsqu'un sénateur de gôche est venu visiter les compagnons enfermés à la prison de Borgo San Nicola, le seul qu'il a réussi à voir en profitant d'un effet de surprise, l'a aussitôt congédié avec les paroles suivantes : *«vous êtes mon ennemi au même titre que les autres matons. Si vous ne l'avez pas encore compris, c'est que vous avez de la merde dans les yeux»*. Il n'y a rien d'exemplaire dans ces deux histoires, plutôt une cohérence minimale entre la fin et les moyens, parce que ces derniers contiennent déjà le monde pour lequel on se bat.

Ceci dit, construire un parcours autonome —des partis, des syndicats et de toutes les autres médiations du pouvoir comme

la presse ou les humanitaires— implique certes de définir ses perspectives, mais cela nécessite également une petite *qualité* supplémentaire. De celle qui fait régulièrement défaut, et qu'on pourrait peut-être caractériser comme une certaine dose de ténacité et de détermination, un mélange de continuité et de capacité à saisir les occasions qui se présentent à nous.

Pour être plus clair, faisons un détour par un cas désormais banal dans le mouvement, celui des campagnes de solidarité avec le sujet en lutte du moment (prisonnier ou sans-papiers, révolté exotique ou travailleur). En y participant, beaucoup ont souvent éprouvé la sensation d'y être à l'étroit, un sentiment peut-être lié à l'aspect prévisible et réducteur des activités menées, mais qui reflète surtout à notre avis une des limites de ce genre de lutte : la subordination à un objet et à une temporalité extérieurs à soi (qu'il s'agisse de prisonniers en grève de la faim, d'un procès, d'une semaine contre la répression, etc.). Et quand bien même on parviendrait à développer quelque chose d'un peu significatif dans ce cadre restreint, en terme de rapports comme de diffusion de praxis, cela ne résoudrait pas pour autant le problème posé. Lorsque le prétexte initial se dérobe ou s'épuise (la grève de la faim cesse, la révolte est écrasée, les travailleurs négocient un accord, etc.), comment faire pour ne pas tout recommencer à zéro la fois suivante ? Comment ne pas retomber dans la passivité une fois l'échéance passée ? En somme, comment briser cette logique qui se mord la queue, et où la lutte semble parfois plus alimentée par réflexe militant et stimulus émotionnel que par la construction d'une perspective en mesure de proposer une continuité dans l'expérimentation théorico-pratique ?

À la différence de l'activisme, élaborer sa propre *projectualité* relève en effet de quelque chose de plus ambitieux, de plus stimulant... et de plus incisif aussi. Cela nécessite par exemple de mener une analyse de la conflictualité sociale en général et dans son contexte, d'en tirer différentes hypothèses d'intervention et

d'agitation, puis d'imaginer de façon créative des moyens pour les mettre en oeuvre. Ce processus qui part de soi et du partage d'affinités pour atteindre un point où le projet devient lui-même action, permet en retour à l'action de faire croître ce dernier, de l'enrichir et de le transformer. Dans une telle perspective, disparaît enfin la fausse alternative entre subir immédiatement toute l'horreur du monde sans broncher, ou attendre le prochain mouvement social qui finira bien par arriver. La question à se poser devient également nettement plus passionnante : quelles propositions pouvons-nous tenter dans le social afin de contribuer au quotidien, dans notre vie et à travers notre propre action, à une rupture avec l'ordre actuel ?

Ce raisonnement en tête, revenons à présent aux anarchistes du Salento. Un aspect particulièrement intéressant —en terme d'expérimentation— dans la lutte qu'ils ont menée, n'est pas d'avoir réussi à se fixer un objectif précis (fermer le centre de San Foca), mais que ce parcours ait été le fruit d'une réflexion à propos de ce que son existence mettait jeu. En partant d'une perspective antiautoritaire (*«les centres, et la répression qui va avec, ne sont qu'une des expressions de la violence étatique et de la domination sur un territoire»*), ils sont ainsi parvenus à développer une analyse de la situation, puis à définir leur projectualité.

Pour donner un aperçu succinct du chemin parcouru, il faut avoir à l'esprit que les Pouilles étaient traditionnellement une terre d'émigration, vers l'étranger (comme Nicola Sacco, parti en 1908 de Torremaggiore pour les Etats-Unis) et vers le nord de l'Italie. Quand ces compagnons ont commencé leur lutte vers 2001, l'immigration y était un phénomène plutôt récent (marqué depuis 1991 par l'arrivée des premières vagues de réfugiés, albanais, kurdes puis kosovars), provoquant chez beaucoup à la fois des réflexes sécuritaires bien alimentés par l'Etat, et surtout la peur de se faire prendre le peu de travail disponible. Ajoutons

à cela qu'en étant un lieu de passage des immigrés en provenance de l'Est (avec les ports de Bari et Brindisi et toute la côte adriatique), les Pouilles ont connu un accroissement rapide de la militarisation du territoire, qui concernait *de fait* tout le monde. Pour compléter le tableau, l'intervention militaire italienne contre l'Irak en 2003 a accentué d'un côté la propagande raciste contre tout étranger (plus que jamais assimilé à la figure du «terroriste» et du «criminel»), redoublant de l'autre la pression afin de prévenir tout désordre social à l'intérieur de ce pays désormais officiellement en guerre.

L'ensemble de cette nouvelle donne, combinée à l'intuition de ses conséquences tant locales que nationales en terme de transformation des rapports sociaux, a fait l'objet de la réflexion des compagnons et nourri leur choix de mener une lutte spécifique autour de la question de l'immigration (ce qui ne les a pas empêchés de s'intéresser à d'autres thèmes, comme par exemple celui des nuisances avec la construction d'un incinérateur régional³). Si l'agitation qui en a découlé a rapidement insisté sur la fermeture du centre de San Foca, leur projectualité est bien entendu restée plus large, en tentant de relier différentes problématiques entre elles. Comme l'a déclaré l'un d'eux devant la Cour d'assise lors du procès de 2007, il s'agissait de *«lutter contre les camps et les expulsions en identifiant les responsabilités de ceux (gestionnaires et collaborateurs) qui en permettent l'existence matérielle et le fonctionnement, mais sans jamais perdre de vue le nœud qui existe entre rétention, guerre permanente et militarisation de la société»*. Ce n'est d'ailleurs peut-être pas un hasard si la lutte a pu rebondir par la suite aussi bien contre le nouveau centre de Bari que contre le salon international de la sécurité à Galatina, *Security Expo*.

Reste maintenant à illustrer le second élément qui nous a inspiré pour préparer ce recueil de traductions. Il s'agit de la petite qualité supplémentaire évoquée plus haut, cette dose de *ténacité* et

de *détermination* qui manque si souvent à la continuité des luttes ici. En l'occurrence, la ténacité serait par exemple de ne pas être découragé par le nombre pour continuer à expérimenter des propositions, en voyant plutôt le quantitatif comme une conséquence heureuse de cette dernière, celle du partage d'une même révolte. Cela consisterait également à ne pas se laisser paralyser ni intimider par les obstacles que le pouvoir dresse continuellement sur notre chemin (à Lecce, il a multiplié à la fois contrôles et perquisitions, et lancé toutes sortes de poursuites judiciaires pour «affichage abusif» ou «manifestations sans autorisation»).

Quant à la détermination, ce serait une certaine capacité de réaction pour se mettre en jeu (comme avec cette tentative d'aider un sans-papier à s'évader le 11 juillet 2004 malgré les charges policières, lors d'un rassemblement devant le centre de San Foca). Cela pourrait être aussi de chercher à saisir *socialement* le moment adéquat pour porter des coups. En somme, s'attacher à combiner préparation et agilité, pour être en mesure de réagir dans les situations où s'élève la température en profitant des occasions offertes par l'actualité (un exemple pourrait en être ce molotov d'une main inconnue qui a clairement tracé deux camps en venant frapper l'habitation de l'infâme directeur du centre la nuit même où il venait de tabasser des sans-papiers).

Bien entendu, au-delà de ces quelques enseignements issus du tâtonnement d'un petit groupe de compagnons, c'est à chacun de rechercher sans attendre, dans son contexte, les complicités potentielles comme les engrenages de l'ennemi à portée de main. Dans le Salento, ils ont aussi bien bénéficié, plusieurs années *après* avoir commencé cette lutte, des échanges d'informations et de réflexions autour du «*bulletin de correspondance de luttes contre les expulsions et leur monde*» *Tempi di guerra* (2004-2007), auquel certains d'entre eux ont participé, que de la multiplication de révoltes et d'évasions à l'intérieur du camp à partir de l'été 2004.

De fait, le chemin qui avait déjà été parcouru avec obstination, ce qu'ils avaient développé entre eux comme ce qu'ils avaient réussi à mener en terme d'agitation, s'en est vu à la fois transformé et confirmé. D'un côté ils ont pu compter sur une hostilité renouvelée contre ce lieu de réclusion, et de l'autre il y ont trouvé mille raisons supplémentaires pour approfondir ce qu'ils faisaient déjà : *«souhaiter la destruction totale des centres de rétention et faire de notre mieux, concrètement, pour que cela se produise»*.

Pour conclure, il va de soi qu'engager une lutte contre un objectif spécifique (la présence d'un camp pour immigrés ou d'un incinérateur, la construction d'une centrale nucléaire ou d'un aéroport) n'est pas l'unique choix qui s'offre à nous. D'autres compagnons ont pu par exemple tenter une série d'interventions qui viserait l'ensemble des nuisances et dominations qui obscurcissent l'horizon d'un territoire donné (un quartier ou une petite ville). Tout est question d'analyses et d'hypothèses d'agitation, de diffusion de contenus et de rencontres complices, du moins si on souhaite s'opposer aux projets de l'ennemi dans une perspective révolutionnaire.

Ce qui nous semble par contre fondamental dans un cas comme dans l'autre, c'est de dépasser la logique activiste (celle de la campagne ou de l'accompagnement radical des mouvements sociaux, c'est-à-dire du coup par coup), et surtout de relier en permanence la critique avec l'ensemble de l'existant. Le tout, à travers une pratique *a-légale* qui ne peut pas plus s'embarrasser des carcans de la loi qu'en faire la jauge de ses activités, tout en maintenant une projectualité dans la guerre sociale en cohérence avec le monde pour lequel on se bat : un monde d'uniques où la liberté des uns étend celle des autres à l'infini.

D'autres ennemis de toutes les frontières

1. Le 9 décembre 2010, le verdict d'appel a encore changé la donne. L'ensemble des douze compagnons a été condamné pour «*association subversive simple*» (art. 270). Les peines sont désormais de 5 ans et 4 mois pour le compagnon considéré comme l'instigateur de l'association, à 2 ans et 8 mois, 2 ans et 7 mois, 1 an et 11 mois. Deux autres compagnons ont vu leur peine augmenter jusqu'à 1 an et 7 mois. Tous les autres –acquittés en première instance–, ont cette fois été condamnés à des peines de 1 an à 1 an et 8 mois. Le délit particulier infligé à onze d'entre eux est «*incitation à l'émeute*», suite à deux rassemblements devant le centre de rétention marqués par des révoltes et des tentatives d'évasion à l'intérieur.

2. Ils ont été publiés en français dans *A couteaux tirés avec l'Existant, ses défenseurs et ses faux critiques*, Typemachine & Mutines Séditions, Gand/Paris, octobre 2007, pp. 57-68 et 69-82

3. Sur cette question, voir *Peggio* n°4, Lecce, juillet 2004, pp. 8-10 & *Peggio* n°5, Lecce, août 2005, pp. 12-13. Dans le n°8 (décembre 2007), on peut également lire un article contre les éoliennes industrielles, suivi de la liste des sites prévus dans les Pouilles.

TABLE DES MATIÈRES

<i>Une petite qualité supplémentaire...</i>	5
La lutte contre les centres de rétention dans le Salento	19
 <i>Cinq années d'agitation contre le centre «Regina Pacis» (2001-2005)</i>	
L'eau et le feu	31
La liberté ne se mendie pas !	35
Le véritable visage de l'accueil	39
Sommet de terroristes	42
Partir c'est mourir un peu...	45
Le banquet des chacals	48
L'été des pauvres	52
Accueil ?	54
Assassins !!!	57
Une montagne de merde	60
Du terrorisme, de beaucoup d'imbéciles et d'autres choses	65
Fuir pour ne pas mourir	70
Été chaud dans le Salento	73
Entre espions et charognes	78
Une chronologie de la lutte	80

Le temps de l'addition (2005-2006)

Le contrôle et ses contours	87
Les frontières de la démocratie :	89
immigrés tués, rebelles en prison	
Pardon, on n'a pas compris : qui sème la terreur ?	92
Fermer les centres de rétention,	95
écraser les parasites de la politique !	
Une lettre de prison de Salvatore	97
Une lettre de prison de Cristian	100
Une paix terrifiante	103
L'Etat démocratique torture	105
Terrorisme, la stratégie de la répression	108
A ceux qui ne sont pas restés au chaud	110
pendant la tempête	
De Lecce...	118
Le diable et l'eau bénite	121
Salento, terre de bouche fermée	125
et regards bas... quelle liberté ?	
Attaque contre la démocratie	128
La recherche de l'ennemi	132
Partie double	134

Déclarations devant la Cour d'assises (2007)

Première déclaration commune	141
Seconde déclaration commune	145

Déclaration de Marina	147
Déclaration de Salvatore	153
Déclaration de Cristian	163
Les chaînes de l'humanité	171
sont forgées de papier de ministère	
Verdict du procès	173

La lutte continue... (2007-2010)

Quitter l'ancien chemin pour le nouveau	180
Sur les luttes contre Regina Pacis	182
Sur quelques unes de nos certitudes	185
Déchets	188
Désertons la peur	190
Aquila, Palestine	193
Bari, solidarité avec les migrants en rétention	196
Dans le passé, il y a le présent	198
Une histoire déjà écrite ?	201
Verdict du procès en appel	204
Entomologie d'Etat	205

<i>Source & traductions</i>	209
---------------------------------	-----